



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/RES/95(VI)
1 mars 1964

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Sixième session
Addis-Abéba, 19 février - 3 mars 1964

UNION AFRICAINE DE PAIEMENTS

Résolution 95(VI) adoptée par la Commission à sa 111ème réunion plénière
le 28 février 1964

La Commission économique pour l'Afrique

Rappelant sa résolution 87(V) du 2 mars 1963, relative à une étude sur les possibilités de créer un système de compensation au sein d'une union des paiements entre pays africains,

Ayant pris note avec grand intérêt du rapport du Groupe d'experts réuni par le Secrétaire exécutif ainsi que du rapport du Professeur Triffin, dont elle a apprécié la haute qualité,

Constatant que ces documents passent en revue, en fait, l'ensemble des possibilités d'évolution des institutions monétaires des Etats africains en vue de leur intégration finale dans une organisation rationnellement synchronisée,

Considérant qu'une telle évolution doit :

- a) D'une part aller de pair avec les progrès de l'intégration économique du continent africain et, en conséquence, être liée au progrès de l'harmonisation des autres secteurs, tels que les plans de développement et les régions des échanges dans le contexte d'un marché commun africain,
- b) D'autre part, tenir compte de l'importance présente et de l'évolution future des relations économiques et financières entre les Etats africains et les autres parties du monde,

Déterminée à éviter la dispersion des moyens et les doubles-emplois, notamment dans le rassemblement et l'exploitation des informations et la formation du personnel supérieur,

Tenant compte de l'adhésion de la presque totalité des Etats africains au Fonds monétaire international et de l'obligation qui en découle pour ces Etats,

1. Félicite le Secrétaire exécutif pour la diligence avec laquelle il a conduit l'étude demandée par la résolution 87(V) et pour le soin qu'il a apporté à rechercher auprès des Etats et rassembler les éléments d'information et de statistique lui permettant de connaître les données essentielles du problème en partant de la situation particulière de chaque Etat;

2. Exprime le vœu que ceux des gouvernements qui n'ont pas, jusqu'à ce jour, donné suite à la consultation du Secrétaire exécutif, ou qui n'y auraient répondu qu'incomplètement, fournissent au secrétariat de la Commission les renseignements qu'ils ont été priés de produire;

3. Invite le Secrétaire exécutif à établir, sur la base des informations ainsi recueillies auprès des Etats membres, un tableau complet et précis de leurs institutions monétaires, des difficultés éprouvées dans l'exécution de leurs règlements, entre eux et avec l'extérieur, et des moyens d'y remédier;

4. Prie le Secrétaire exécutif de communiquer le résumé de cette documentation aux Etats membres, en même temps que les résultats de l'enquête demandée par la résolution 30(III) de la Commission;

5. Invite les gouvernements des Etats membres à prendre, dès à présent, en considération la proposition du Groupe d'experts tendant à réunir périodiquement les hautes autorités monétaires des Etats africains;

6. Demande au Secrétaire exécutif d'en provoquer cette année une première réunion qui rassemblera l'ensemble des autorités monétaires gouvernementales africaines afin de leur soumettre les études et conclusions résultant des travaux du secrétariat de la Commission; cette première

réunion pouvant être précédée d'une réunion préparatoire au niveau des experts mandatés par les Gouvernements africains et par les organismes gouvernementaux et intergouvernementaux spécialisés dans les questions monétaires africaines;

7. Prie le Secrétaire exécutif de rechercher avec la collaboration du Fonds monétaire international les moyens de recueillir, d'exploiter et de diffuser toutes informations et études sur la situation économique et financière, tant internationale qu'africaine, susceptibles d'apporter une contribution effective à la solution des problèmes africains en matière des paiements;

8. Souhaite que le Fonds monétaire international prenne spécialement en considération les besoins propres de ses membres africains, notamment dans le cadre de son Centre de formation de personnel spécialisé dans les problèmes monétaires et financiers;

9. Demande au Secrétaire exécutif de procéder, au niveau des études d'harmonisation des programmes de développement et d'intensification des échanges intra-africains, à une étude des possibilités de surmonter les obstacles aux progrès dans ces domaines, résultant de difficultés de paiement entre Etats africains, par la prise en considération des propositions du rapport du Groupe d'experts (paragrapes 23 à 28) relatives à la constitution d'unions de compensation.

- - - - -

